



# **CCP**

## **Cahier des clauses particulières**

**Assistance, maintenance évolutive, adaptative, corrective et  
hébergement du logiciel open source Collective Access**

**Marché public de service**

**Consultation : 036SE2025**

Institut national de recherches archéologiques préventives  
Direction de l'administration et des finances  
Service de la politique d'achat, des marchés publics et de la relation client  
121, rue d'Alesia  
75014 Paris

## Table des matières

ARTICLE 1 : PRESENTATION DE L'INRAP .....	3
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE .....	3
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUIVES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS .....	5
ARTICLE 5 : BONS DE COMMANDE .....	10
ARTICLE 6 : PRIX .....	10
ARTICLE 7 : MODALITES DE REGLEMENT .....	11
ARTICLE 8 : OPERATIONS DE VERIFICATION .....	13
ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
ARTICLE 10 : CLAUSE DE RÉEXAMEN .....	14
ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE.....	14
ARTICLE 12 : PENALITES.....	15
ARTICLE 13 : RESILIATION .....	15
ARTICLE 14 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	15
ARTICLE 15 : NANTISSEMENT DE CREANCE .....	15
ARTICLE 16 : DEVELOPPEMENT DURABLE .....	15
ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE.....	17
ARTICLE 18 : LITIGES .....	18
ARTICLE 19 : RESPONSABILITE .....	18
ARTICLE 20 : ASSURANCE .....	18
ARTICLE 21 : DEROGATIONS.....	19

## **ARTICLE 1 : PRESENTATION DE L'INRAP**

Créé par la loi de 2001 sur l'archéologie préventive, l'Institut national de recherches archéologiques préventives est un établissement public placé sous la tutelle des ministères de la Culture et de la Recherche.

Il assure la détection et l'étude du patrimoine archéologique en amont des travaux d'aménagement du territoire. Il est compétent sur l'ensemble du territoire, pour toutes les périodes, de la Préhistoire à nos jours. Il intervient dans tout type de contexte : urbain, rural, subaquatique et sous-marin, tracés autoroutiers et ferrés, réseaux électriques ou gaziers.

Il réalise chaque année quelque 1 800 diagnostics archéologiques et plus de 200 fouilles pour le compte des aménageurs privés et publics, en France métropolitaine et outre-mer. À l'issue des chantiers, l'Inrap assure l'analyse et l'interprétation des données de fouille et leur diffusion auprès de la communauté scientifique. Ses missions s'étendent à la diffusion de la connaissance archéologique au public le plus large : visites de chantiers, expositions, publications, conférences, production audiovisuelle, etc.

Ses 2 200 agents, répartis dans 8 directions régionales et interrégionales, 42 centres de recherches et un siège à Paris, en font le plus grand opérateur de recherche archéologique européen. L'Inrap, établissement public à caractère administratif, est soumis au code de la commande publique.

## **ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ**

### **2.1 Objet du marché**

Le présent accord-cadre porte sur des prestations d'assistance, de maintenance évolutive, adaptative, corrective et d'hébergement du logiciel open source Collective Access du système d'information de l'Inrap, utilisé pour les applications Comodo (dédiée à la gestion du mobilier archéologique avec plus de 200 000 objets) et Galerie Muséale (<https://galeriemuseale.inrap.fr/>).

Il s'agit d'un accord cadre mono attributaire.

### **2.3 Marché de prestations similaires**

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra recourir à un marché public négocié sans publicité préalable ni mise en concurrence avec le titulaire de chaque marché.

Ce marché négocié aura pour objet des prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le marché principal.

Le montant maximum de ce marché de prestations similaires pourra aller jusqu'au montant maximum du marché initial.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle le nouveau marché peut être conclu ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

### **2.3 Durée du marché**

Le marché prend effet à compter du 29 avril 2026 sauf à ce que la notification intervienne postérieurement à cette date, auquel cas le marché prendra effet à la date de notification.

Il est conclu pour une durée initiale d'un (1) an ferme à compter de sa notification. Le marché est reconductible trois (3) fois par période de douze (12) mois par tacite reconduction. En tout état de cause, la durée totale de l'accord-cadre ne peut dépasser 48 mois.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La personne publique peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de dénonciation du marché. Cette décision sera adressée au titulaire par lettre recommandée, avec un préavis de 3 mois. Elle s'exécute sans indemnité pour le titulaire.

## **2.4 Montants du marché**

Le montant global maximum global est fixé à 139 000 € HT pour toute la durée du marché.

Le présent accord-cadre est conclu à prix mixtes et comprend :

### **- une part forfaitaire :**

Les prestations exécutées dans le cadre du présent accord-cadre sont en partie rémunérées par l'application du prix global et forfaitaire détaillé dans l'annexe financière : Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

### **- une part unitaire à bons de commandes :**

Cette part unitaire s'exécutera par émissions de bons de commandes traités à prix unitaires renseignés dans l'annexe financière : Bordereau des prix unitaires (BPU).

## **2.5 Tranche optionnelle**

Ce marché comprend une tranche optionnelle correspondant à l'hébergement des applications Comodo et Galerie muséale, basées sur Collective Access, par le Titulaire.

Cette tranche pourra être affermée, soit à la notification du marché, soit durant toute la durée de validité de ce dernier.

## **ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes :
  - Annexe financière n°1 : le BPU ;
  - Annexe financière n°2 : DPGF ;
- Le présent Cahier des clauses particulières (CCP), son annexe 1 relative au traitement des données personnelles (RGPD) Accord de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel (RGPD) ? et son annexe 2 intitulée ; « *Liste des sous-traitants ultérieurs* » ;
- Les bons de commandes ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux en vigueur à la date de remise des offres (CCAG/TIC) ;
- L'offre technique du titulaire, constituée du cadre de réponse technique (CRT) et ses éventuelles annexes dont le plan d'assurance et de contrôle de la qualité (PACQ) et le plan d'assurance sécurité (PAS) établis par le titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

Il est précisé que les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au titre du présent marché.

En concluant le marché avec l'Acheteur, le Titulaire accepte sans réserve, le présent CCP. Toutes conditions générales de vente du titulaire contraires au présent document sont inopposables au Pouvoir Adjudicateur.

## **ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS**

### **4.1 Assistance (part à bons de commande)**

Les prestations d'assistance incluent des opérations d'assistance fonctionnelle ou technique auprès d'intervenants de l'Inrap, et notamment :

- Assistance au paramétrage du logiciel ;
- Assistance au développement de composants logiciels intégrés au logiciel ou utilisés en relation avec le logiciel concerné ;
- Assistance à l'installation sur les serveurs informatiques de l'Inrap de nouvelles versions et de patches du logiciel, ainsi que des logiciels associés.
- Assistance à la mise en œuvre de composants techniques utilisés en lien avec le logiciel.
- Assistance fonctionnelle sur l'utilisation du logiciel

Le Titulaire est, dans ce cadre, soumis à une obligation de moyens.

Ces prestations sont acquises par émission de bons de commande issus du système financier informatique de l'Inrap, en utilisant les unités d'œuvre définies au bordereau des prix unitaires.

### **4.2 Maintenance corrective (forfait annuel)**

Le titulaire s'engage à corriger toutes les anomalies signalées pour les bases Comodo et Galerie Muséale. La correction des anomalies donne lieu à une nouvelle version applicative et à une actualisation de la documentation associée au projet. La nouvelle version sera recettée dans l'environnement de pre-prod. La livraison d'une nouvelle version s'accompagne d'une « release note » détaillant les modifications réalisées.

Le titulaire met à disposition de l'Inrap un outil de déclaration d'incidents et de suivi des tickets.

Le service de maintenance corrective doit permettre à l'Inrap de déclarer des dysfonctionnements selon 3 niveaux de gravité :

- Un incident bloquant restreint fortement ou supprime un service de base, ou une fonctionnalité essentielle, sans contournement possible.
- Un incident majeur dégrade la qualité d'un service ou d'une fonctionnalité essentielle ou en rend l'exploitation difficile par obligation d'utiliser une solution de contournement.
- Un incident mineur est un incident qui n'est ni majeur ni bloquant.

Les engagements du titulaire en termes de délais sont mentionnés dans son offre : (tableau à renseigner dans le cadre de réponse).

La prise en charge consiste en un accusé de réception qualifié avec une estimation du délai de résolution et, le cas échéant, un plan d'action.

À titre indicatif, l'Inrap demande en général ces délais de prise en charge et de correction. Ces délais peuvent être adaptés par le candidat si son offre standard est plus avantageuse en termes de délais, ou si les délais spécifiés par l'Inrap entraînent un surcoût par rapport à l'offre standard du candidat.

Incident	Délais de prise en charge	Délais de correction
Bloquant	4 heures ouvrées	2 jours ouvrés
Majeur	1 jour ouvré	3 jours ouvrés
Mineur	2 jour ouvrés	10 jours ouvrés

Le délai de résolution peut être revu à la hausse après accord de l'Inrap.

#### **4.3. Maintenance adaptative et évolutive (part à bons de commande)**

Les prestations de maintenance adaptative consistent à faire évoluer le système d'information pour assurer la continuité de fonctionnement en cas de modification de son environnement, sans évolution des fonctionnalités.

Les prestations de maintenance évolutive consistent à livrer des nouvelles fonctions du système d'information répondant aux nouvelles demandes exprimées par l'Inrap.

Chaque opération de maintenance adaptative ou évolutive constitue un projet à réaliser, avec un engagement de résultat, et comprend les volets suivants :

- Analyse du besoin, rédaction de spécifications
- Développement, paramétrage, intégration
- Rédaction et livraison de documentation
- Recette unitaire et intégration en environnement de tests
- Corrections et intégration des résultats de recette utilisateurs
- Installation sur l'environnement de production
- Garantie telle que définie dans le devis du Titulaire

#### **4.4. Hébergement**

De façon optionnelle, l'Inrap peut souhaiter faire héberger les applications Comodo et Galerie muséale, basées sur Collective Access, par le Titulaire.

Actuellement, en production, Comodo et la Galerie Muséale sont hébergées par la même machine virtuelle dont les caractéristiques sont :

- 4 CPU
- 32Go RAM
- 256 Go de disque
- les média sont sur un autre serveur pour 159 Go

##### **Précisions :**

- Il faut séparer les applicatifs Comodo et Galerie muséale pour des questions de performances
- L'hébergement doit se faire sur des serveurs dédiés à l'Inrap
- L'Inrap souhaite disposer de deux environnements (prod et pre-prod) par applicatif, avec des serveurs applicatifs distincts pour chaque environnement
- L'Inrap souhaite la mise en place d'un SSO CAS ou trusbuilder (avec l'aide de la DSI)
- L'Inrap souhaite une ouverture de tunnel SSH lui permettant de se connecter à la base de données pour l'exécution d'interfaces entrantes et sortantes. Cet accès doit être très sécurisé.
- L'Inrap souhaite que les bases de données de Comodo et de la Galerie muséale lui soient transférés quotidiennement, par exemple sur un SFTP, pour un archivage sur glacier par les soins de l'Inrap
- Cloudflare sera devant l'infrastructure d'hébergement et s'occupera des certificats

##### **Réversibilité et transférabilité**

À la fin du marché, une réversibilité doit être prévue et doit permettre l'Inrap de récupérer :

- l'applicatif, son paramétrage et ses données pour Comodo et la Galerie muséale
- La documentation technique (installation et exploitation) de Comodo et de la Galerie muséale

Pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité, le titulaire arrivant à échéance fournit, selon le cas, à l'Inrap ou au nouveau titulaire, dans la mesure du besoin, un accès aux matériels et aux logiciels, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire prenant fin à fournir les services objet du marché.

Le titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations de la part du précédent titulaire en conformité avec les réglementations applicables.

## **Hébergement**

Les lieux d'hébergement des données doivent satisfaire aux dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, relative à la protection des données personnelles, notamment par le règlement général de protection des données.

Le lieu de stockage des données doit obligatoirement se trouver dans un pays membre de l'Union Européenne.

Le prestataire s'engage à communiquer la liste exhaustive de tous les lieux de stockage de données (site d'hébergement principal, site de secours, sauvegarde, archivage, etc.) et leur localisation tout en respectant les règles de sécurité.

Le prestataire indiquera si ses centres de données sont certifiés (TIER IV, III, ...) et il précisera le taux de disponibilité de ses centres de données.

## **Exploitation et auditabilité**

Toutes les actions de nature à modifier la plate-forme devront faire l'objet d'étude d'impact et de risques. L'acceptation de l'INRAP doit être obtenue avant de pouvoir procéder aux modifications.

L'exception à cette règle correspond aux correctifs de sécurité qui pourront être appliqués sans obtenir l'adhésion de l'INRAP, mais devront faire l'objet d'une communication obligatoire.

L'INRAP pourra réaliser des audits de sécurité ou déléguer leur réalisation à un tiers. Le nombre d'audits par an est limité à 1, et sans limite pour tout audit faisant suite à un incident grave. Le prestataire sera notifié dans un délai de 1 mois avant la réalisation d'un audit de sécurité. En cas de réalisation d'un audit faisant suite à un incident grave, ce délai de prévenance sera ramené à 7 jours. Le prestataire garantit aux auditeurs l'accessibilité aux locaux, aux machines, et à toute la documentation nécessaire et facilite l'organisation des entretiens avec son personnel.

## **Sauvegarde et restauration**

Le prestataire doit fournir, de manière précise et complète, tous les éléments décrivant sa politique de gestion des sauvegardes/restaurations. Les sauvegardes doivent être répliquées sur un ou deux centres différents du site principal.

## **Supervision**

Le prestataire doit disposer d'une organisation et d'outils de supervision permettant de surveiller et de garantir la disponibilité et les temps de réponse de sa solution sur lesquels il s'engage.

Si la supervision détecte les différences par rapport aux attendus, un incident sera automatiquement créé dans l'outil de ticketing.

Le prestataire doit alerter l'Inrap en cas d'augmentation importante des connexions sur les serveurs ou de comportements anormaux sur les serveurs

## **Continuité de service**

Le prestataire doit fournir, de manière précise et complète, tous les dispositifs permettant de garantir la continuité du service applicatif.

Les serveurs que propose le prestataire doivent être répliqués sur un site externe dans un pays européen. Un système de basculement automatique sur ce centre doit être mis en place et doit fonctionner en cas de coupure du site principal.

Le prestataire s'engage à respecter les exigences en termes de RTO et de RPO de l'INRAP, listées ci-après :

- RTO : 12 heures ouvrées maximum
- RPO : 4 heures ouvrées maximum

### **Sécurité et confidentialité des données**

Le prestataire devra présenter les différentes fonctions proposées pour la protection des données :

- Mécanismes de protection des données,
- Mécanismes ou procédures assurant l'intégrité et la confidentialité des données,
- Fonctions de sauvegarde et restauration des données

Le détail de ces fonctions de sécurité devra être fourni à l'INRAP.

### **RGPD**

Le traitement des données personnelles relève des dispositions de l'accord de sous-traitance relative à la protection des données à caractère personnel (RGPD), figurant en annexe du présent CCP.

L'accord sera complété et signé avec le titulaire à la notification du marché.

### **Mise à disposition d'un outil de ticketing**

Le prestataire mettra à disposition de l'Inrap un outil de ticketing permettant la remontée des tickets signalant une anomalie ou un incident relatif à l'hébergement. Cette plateforme devra être accessible à tout moment pour les administrateurs informatiques.

## **4.5 Organisation des prestations**

### *4.5.1 Acteurs*

#### **Acteurs Inrap**

Pour les opérations d'assistance fonctionnelle, la prestation est pilotée par le chef de projet MOA désigné par l'Inrap.

Pour les opérations de maintenance adaptative ou évolutive et d'assistance technique, la prestation est pilotée par le chef de projet désigné au sein de la Direction des Systèmes d'Information.

Les directions fonctionnelles de l'Inrap, qui sont à l'origine des demandes d'évolution, pourront être sollicitées pendant les phases d'étude et valideront les livrables.

Toutes les alertes de sécurité doivent être envoyées à l'adresse [cyber@inrap.fr](mailto:cyber@inrap.fr)

#### **Acteurs titulaire**

Le titulaire nomme un chef de projet, qui est l'interlocuteur principal de l'Inrap et est le responsable de la bonne conduite des prestations vis-à-vis de l'Inrap.

En cas de départ d'un agent de l'équipe dédiée, celui-ci devra être immédiatement remplacé par le titulaire du marché, après accord de l'Inrap, par un agent justifiant de compétences et qualifications d'un niveau équivalent



En cas de changement d'interlocuteur, le titulaire s'engage à en avertir l'Inrap dans les plus brefs délais.

#### ***4.5.2. Planification des opérations***

L'Inrap peut utiliser l'outil de tickets mis à disposition par le Titulaire pour faire ses demandes d'assistance ou de maintenance adaptative / évolutive. Le titulaire dispose d'une semaine pour émettre un devis pour les interventions d'assistance ou une proposition technique et financière pour la maintenance adaptative / évolutive.

Suite à l'émission du bon de commande par l'Inrap, un délai de prévenance d'un mois maximum sera accordé au Titulaire dans la planification des interventions d'assistance. La planification des prestations de maintenance évolutive est décrite, pour chacune des opérations, dans la proposition technique et financière du Titulaire.

#### ***4.5.3. Validation des prestations***

##### **Assistance**

Les prestations d'assistance donnent lieu à un relevé détaillé des opérations réalisées au titre du bon de commande. L'Inrap veillera à ce que ce relevé détaillé soit validé conjointement à la fin de la prestation demandée.

##### **Maintenance évolutive**

Pour chaque prestation de maintenance évolutive, sauf dérogation acceptée par les deux parties, les dispositions du CCAG/TIC sont précisées comme suit :

Validation des documents : L'Inrap dispose de dix jours ouvrés maximum à compter de la transmission des livrables pour effectuer son approbation. À défaut d'avoir notifié ses réserves ou son refus dans le délai indiqué, les livrables ne seront pas pour autant réputés validés. Si le silence de l'Inrap se poursuit au-delà d'une période maximum de 2 jours ouvrés, à compter de la mise en demeure adressée à l'Inrap de se prononcer, les livrables seront réputés validés sans réserves.

Validation des livraisons : Les livraisons sont réalisées sur un environnement de test mis à disposition du titulaire par l'Inrap. Le titulaire avise l'Inrap par écrit que la livraison relative à l'exécution d'un bon de commande a été effectuée et est prête à être vérifiée. L'Inrap dispose alors d'un délai de 5 jours ouvrés pour accepter la livraison ou notifier par écrit le refus de la livraison effectuée. Si la livraison est acceptée, l'Inrap dispose d'un délai de deux semaines pour vérifier que la livraison correspond aux spécifications approuvées. La vérification est effectuée à partir de la liste des points d'évolution identifiés dans le cahier des charges.

Un procès-verbal de recette est établi à l'issue de la phase de validation.

Une fiche d'anomalie sera remontée par le chef de projet à chaque incident éventuel au cours de la recette.

#### ***4.5.4 Documentation***

Le prestataire fournira pour chaque élément livré, en français et sous format électronique :

- La liste des correctifs et évolutions apportées et les composants concernés ;
- Les éventuels ajouts de documentation nécessaire que ce soit en termes de documentation utilisateur, que de documentation projet et documentation d'administration du logiciel.

## **ARTICLE 5 : BONS DE COMMANDE**

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant en partie par l'émission de bons de commande, selon les besoins de la personne publique.

Les bons de commande mentionnent obligatoirement :

- le numéro et la date du bon de commande ;
- le numéro du marché ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le délai d'exécution du bon de commande ;
- le montant HT et TTC ;
- le lieu d'exécution concerné
- le lieu de facturation.
- les modalités particulières de paiement : en une seule fois, ou paiement échelonné avec indication de l'échéancier de paiement

Les bons de commande sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou, en cas d'empêchement, par toute personne ayant reçu délégation de signature à cet effet.

## **ARTICLE 6 : PRIX**

### **6.1 Forme et contenu des prix**

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application, du montant indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F), et en cas de bons de commande aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Les prix sont réputés :

- inclure toutes les dépenses nécessaires à la parfaite exécution de la prestation, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices ;
- tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations normalement prévisibles dans les conditions prévues au présent marché ;
- établis aux conditions économiques du mois précédant la remise des offres, mois M0 ;
- affectés des remises éventuellement consenties au titre du présent marché ;

### **6.2 Révision des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pour la première année, puis seront révisables annuellement, à la date anniversaire de la notification du marché, en application de la formule suivante :

$P = P_o [0,25 + 0,75 (S/S_o)]$
---------------------------------

P = Prix révisé

P<sub>o</sub> = Prix initial

S = Indice SYNTEC connu à la date anniversaire de notification du marché

S<sub>o</sub> = Indice SYNTEC du mois précédant la remise des offres, mois Mo

Le mois Mo est fixé à janvier 2026.

**Arrondis :**

Lors de la mise en œuvre de la formule de mise à jour de prix, les calculs intermédiaires sont effectués avec 4 décimales et le coefficient applicable à Po, arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

Lors de la reconduction du marché, il incombe au titulaire d'effectuer le calcul et de **transmettre les prix révisés** dont il soumet le détail, pour validation au : adresse mail service

**6.3 Clause butoir**

Dans le cas où la révision entraînerait une hausse supérieure à 3% par période de reconduction, l'Inrap se réserve la possibilité de limiter l'augmentation des prix, sur cette année, à ce taux plafond de 3%.

Dans le cas une révision de prix entraînerait une hausse supérieure à 7% sur la durée totale de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve la possibilité de limiter l'augmentation des prix à ce taux plafond de 5%.

**6.4 Clause de sauvegarde**

Si l'augmentation des prix résultant de la révision est supérieure à 7% sur la durée totale de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

**ARTICLE 7 : MODALITES DE REGLEMENT****7.1 Clause de financement et de sûreté*****7.1.1 Avance***

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies à l'article L2191-2 du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique.

***7.1.2 Retenue de garantie***

Le marché ne fait pas l'objet de retenue de garantie.

**7.2 Facturation**

Les factures devront être transmises par voie dématérialisée exclusivement via le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus.pro.gouv.fr>).

Lors du dépôt sur le portail Chorus il faudra **obligatoirement** préciser le n° d'EJ et le nom du service qui se trouvent en haut à droite de tous les bons de commande émis par l'Inrap. Ces bons de commande sont émis sans pour autant remettre en cause la nature du marché.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Inrap peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les factures portent à minima les mentions suivantes :

- l'intitulé et le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;

- la raison ou dénomination sociale et adresse complète du Titulaire ou, du mandataire, en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques ;
- l'adresse de facturation si différente de celle du lieu d'établissement du Titulaire ou du mandataire en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques ;
- le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés et numéro SIRET ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- la nature des prestations facturées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le lieu de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant total HT, le taux de TVA applicable et son montant ;
- le montant total TTC ;
- le type de compte, bancaire ou postal et les coordonnées du compte bancaire ou postal sur lequel les sommes doivent être virées ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, le taux de TVA applicable et son montant, leur montant total TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique, leur montant total hors taxes, le taux de TVA applicable et son montant, leur montant total TTC ;
- le numéro de TVA intracommunautaire.

L'Inrap se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'Inrap à Paris.

### **7.3 Règlement**

#### ***7.3.1 Modalités générales de facturation et remise des factures***

Le paiement des prestations, objet du présent marché, s'effectue après service fait.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la compatibilité publique, dans les conditions prévues aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du Code de la commande publique.

Le paiement des prestations forfaitaires de maintenance sera réalisé trimestriellement à terme échu.

Le paiement des prestations relevant de la partie à bons de commande, s'effectue en une seule fois ou trimestriellement selon les modalités de paiement, figurant au bon de commande.

#### ***7.3.2 Délai de paiement***

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'INRAP.

La date de réception de cette demande correspond à la notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

La personne publique se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte indiqué dans l'annexe à l'acte d'engagement.

#### ***7.3.3 Interruption de paiement***

Conformément à l'article R.2197-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par l'INRAP.

Les modalités de mise en œuvre de l'interruption de paiement et du nouveau délai de paiement sont celles prévues aux articles R.2192-28 et R.2192-29 du code de la commande publique.

### ***7.3.4 Intérêts moratoires***

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité par le titulaire du marché, à compter du jour d'expiration du délai, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **ARTICLE 8 : OPERATIONS DE VERIFICATION**

### **8.1 Généralités**

Conformément à l'article 30 du CCAG/TIC, l'acheteur effectue, au moment même de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

À l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur ou son représentant prononce l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

La vérification de la prestation doit être effectuée par l'Inrap dans les 15 jours calendaires suivant la prestation. À l'expiration de ce délai, l'absence d'observation notifiée de la part de l'Inrap vaut acceptation implicite de la prestation.

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues au présent CCP.

### **8.2. Décisions après vérifications**

Les décisions après vérifications sont prises par la personne publique dans les conditions prévues aux articles 33 à 34 du CCAG/TIC.

Ces décisions font l'objet de procès-verbaux signés par les parties contractantes.

La réception entraîne le paiement des prestations afférentes aux bons de commande.

## **ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

### **9.1 Déclarations**

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.82225-1°-a) ;

- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 Décembre de l'année écoulée.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

## **9.2 Transfert d'activité**

Le titulaire s'engage à informer sans délai la personne publique de tout transfert d'activité (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc...) de nature à affecter l'exécution du présent marché.

## **9.3 Engagement diversité/égalité**

A la date anniversaire du marché, le titulaire s'engage à actualiser, chaque année, les données relatives à ses engagements en matière de diversité/égalité. À cette fin, il utilise le questionnaire diversité/égalité remis avec son offre.

## **ARTICLE 10 : CLAUSE DE RÉEXAMEN**

Le présent article déroge à l'article 27 du CCAG-TIC

En application des dispositions prévues à l'article L. 2194-1 et R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre en cours d'exécution.

Sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, des prix unitaires nouveaux (appelés additifs) ne figurant pas au bordereau des prix unitaires initial, pourront y être incorporés sur la base d'un devis fourni par le Titulaire et accepté par l'Inrap. Le bordereau des prix unitaires ainsi complété du devis sera signé des deux parties.

Ces prix unitaires nouveaux seront établis aux conditions économiques du mois de la date anniversaire du marché et seront intégrés au bordereau des prix unitaires initial sans modifier la nature globale du marché. Ces prix seront intégrés dans le respect de l'équilibre des intérêts des parties.

Cette clause de réexamen sera appliquée notamment en cas de survenance d'un besoin en lien avec l'objet du marché et nécessaire à son exécution, que l'Inrap n'a pu anticiper à sa date de notification (*tels que : apparition d'un nouveau standard .....*).

## **ARTICLE 11 : CONFIDENTIALITE**

Le titulaire du marché se reconnaît tenu au secret professionnel et s'engage à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits et informations dont il n'a pu avoir connaissance que dans l'exercice de ses fonctions.

Il lui est spécialement interdit de fournir directement ou indirectement à l'extérieur de l'Inrap tout renseignement, note, compte rendu ou correspondance signé ou non signé concernant l'ensemble des prestations réalisées dans l'enceinte du site.

En cas de manquement aux obligations visées aux alinéas précédents, l'administration se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## **ARTICLE 12 : PENALITES**

Les dispositions de l'article 14 « Pénalités » du CCAG/TIC sont applicables au présent marché.

## **ARTICLE 13 : RESILIATION**

L'Inrap peut résilier de plein droit l'accord-cadre dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre VIII du CCAG/TIC.

En outre, l'Inrap peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire et à ses frais et risques dans les cas suivants :

Lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique ou en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail

Pendant la période comprise entre la décision de résiliation et la date d'effet de la résiliation, l'exécution des prestations devra être poursuivie par le titulaire.

## **ARTICLE 14 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les dispositions de l'article 5.2 « protection des données personnelles » du CCAG/TIC sont applicables au présent marché.

## **ARTICLE 15 : NANTISSEMENT DE CREANCE**

Le présent marché pourra faire l'objet de nantissement ou de cession de créances conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 16 : DEVELOPPEMENT DURABLE**

### **16.1 Environnemental**

#### ***16.1.1 Dispositions générales***

Le Titulaire est tenu de respecter l'intégralité de la réglementation applicable aux prestations objet du marché, de mettre en œuvre et de se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation.

Le Titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement.

Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution du marché, le Titulaire s'y conforme et communique à l'Inrap les mesures mises en œuvre.

Il ne saurait se prévaloir de l'absence de référence dans les pièces du marché à un texte réglementaire ou législatif pour prétendre s'y soustraire.

Toute modification, en cours de marché, de la réglementation ou de la législation s'applique à compter de sa date d'effet. Le non-respect de cette obligation peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire, sans indemnité pour quelque chef de préjudice que ce soit.

Par ailleurs, dans le cadre de la bonne exécution du marché le Titulaire s'engage à informer l'Inrap, Via l'adresse mail ci-après, [service-marches-publics@inrap.fr](mailto:service-marches-publics@inrap.fr), en indiquant l'intitulé et le numéro de marché notifié, de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les équipements et ou les prestations objet du marché. Le Titulaire peut également recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins de l'Inrap. Toute modification fera l'objet d'un avenant.

En outre, conformément aux articles 7 et suivants du CCAG TIC portant " Protection de l'environnement, sécurité et santé": Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Inrap.

Le titulaire veille à :

- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

#### *16.1.2 Dispositions spécifiques*

Le Titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment celles relatives aux Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE).

À ce titre le Titulaire s'assure également du respect et de la conformité des Équipements à la réglementation relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les Équipements électriques et électroniques (ROHS, Restriction of the Use of Certain Hazardous Substances).

Le Titulaire, met en œuvre également tous les moyens, procédures, politique environnementale et tout autre aspect, notamment sur les points suivants, liste non exhaustive :

- o Les consommations électriques des équipements ;
- o Les dégagements calorifiques des équipements ;
- o La consommation des matières premières et réutilisations des matériaux ;
- o L'empreinte écologique ;
- o La gestion des équipements en fin de vie ;
- o Les emballages et encombrants ;
- o Le stockage ;
- o Le transport...



Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution du marché, le Titulaire s'y conforme et communique à l'INRAP les mesures mises en œuvre. Dans tous les cas et sur simple demande de l'INRAP, le Titulaire communique, sans délai, les éventuels documents nécessaires justifiant le respect de la réglementation. En cas de manquement, le Titulaire encourt, d'une part, les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés, et, d'autre part, il s'expose à la résiliation pour faute du présent accord-cadre.

## **16.2 Social**

Conformément aux articles 6 et suivants portant "protection de la main-d'œuvre et conditions de travail" du CCAG TIC : les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Les salariés détachés, définis à l'article L. 1261-3 du code du travail, exerçant une activité professionnelle temporaire en France sont soumis aux dispositions de l'article L. 1262-4 du code du travail ainsi qu'à celles du second alinéa de l'article L. 512-1 du code de la sécurité sociale.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- ☐ La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C087, 1948) ;
- ☐ La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C098, 1949) ;
- ☐ La convention sur le travail forcé (C029, 1930) ;
- ☐ La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- ☐ La convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- ☐ La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- ☐ La convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- ☐ La convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999)

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'Inrap, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Inrap.

Le titulaire peut demander à l'Inrap (Via l'adresse mail ci-après : [service-marches-publics@inrap.fr](mailto:service-marches-publics@inrap.fr), en indiquant l'intitulé et le numéro de marché notifié), du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, à l'autorité compétente, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

## **ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE**

Le candidat est autorisé à sous-traiter une partie des prestations. Dans cette hypothèse, il indiquera dans le formulaire DC4 la nature et le montant qu'il envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. Le montant des prestations sous-traitées indiquées dans le DC4 constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra nantir et céder.

Le candidat pourra également proposer l'intervention d'un sous-traitant à la notification du marché ou en cours d'exécution. Dans cette hypothèse, chaque sous-traitant doit être agréé par l'Inrap ainsi que les modalités de son paiement dans le cadre d'un acte spécial de sous-traitance. En tout état de cause, le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du marché y compris celles qui sont sous-traitées.

## **ARTICLE 18 : LITIGES**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec le pouvoir adjudicateur est celle exposée à l'article 55 du CCAG/TIC.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de l'Inrap.

## **ARTICLE 19 : RESPONSABILITE**

Le titulaire reste responsable dans les conditions du droit commun des détériorations et dégâts éventuels, causés par son personnel à l'équipement et aux autres biens de la personne publique.

Il est notamment responsable des dommages de toute nature causés au personnel de la personne publique, aux biens ou aux tiers du fait :

- De son personnel en activité,
- Des fournitures et des prestations réalisées par lui avant l'admission des prestations,
- D'un événement engageant la responsabilité du titulaire après l'admission des prestations.

De plus, le titulaire devra pouvoir justifier chaque année d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au personnel de la personne publique, aux biens et aux tiers.

## **ARTICLE 20 : ASSURANCE**

Le Titulaire déclare être assuré en responsabilité civile professionnelle de manière à couvrir les conséquences pécuniaires de la mise en cause de sa responsabilité, conformément à l'article « Responsabilité ».

Le Titulaire déclare avoir souscrit une police d'assurance « risques cyber » susceptible de couvrir les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature suite à un dysfonctionnement du Service. Les polices d'assurance, qui devront mentionner les plafonds de garantie, les exclusions de garanties et les franchises, seront transmises au Titulaire à première demande.

Dans un délai de trois (3) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un Marché d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

## **ARTICLE 21 : DEROGATIONS**

Liste des dérogations aux CCAG-TIC :

CCP	CCAG-TIC
10	27